



GRAND FORMAT

*Mohamed
Hamza*
Co-Fondateur
Afrique Phyto Plus

DOSSIER SPÉCIAL - RDC : UNE CRISE AUX MULTIPLES VISAGES

Contexte historique

Dynamique actuelle et derniers événements

Perspectives et défis

Brèves

INNOVER POUR UNE AGRICULTURE
DURABLE ET PERFORMANTE EN
AFRIQUE DE L'OUEST

SOMMAIRE

POLITIQUE

BÉNIN : OLIVIER BOKO ET OSWALD HOMEKY CONDAMNÉS À 20 ANS DE PRISON

4

AES : LE MALI, LE NIGER ET LE BURKINA FASO DISCUENT DES MODALITÉS DE LEUR RETRAIT DE LA CEDEAO À OUAGADOUGOU

5

DOSSIER SPECIAL
RDC : UNE CRISE AUX MULTIPLES VISAGES

6 - 13

ÉCONOMIE

MARCHÉ UMOA : LE BURKINA FASO LÈVE 32,99 MILLIARDS FCFA

15

GRAND FORMAT

MOHAMED HAMZA
CO-FONDATEUR
AFRIQUE PHYTO PLUS



16 - 22

SOCIÉTÉ

MALI, NIGER ET BURKINA FASO : LES PAYS DE L'AES NE FONT PLUS PARTIE DE LA CÉDÉAO - QUELLES CONSÉQUENCES ?

24

CAN 2025 AU MAROC : CES CHOCKS QUI PROMETTENT D'ENFLAMMER LE PREMIER TOUR

25

POLITIQUE

**BENIN***Politique*

Olivier Boko et Oswald Homeky condamnés à 20 ans de prison

La Cour de justice a rendu son verdict tant attendu dans l'affaire impliquant Olivier Boko, Oswald Homeky et Rock Nieri, marquant ainsi une étape significative dans ce dossier judiciaire très médiatisé. Parmi les décisions clés, la Cour a ordonné la saisie d'un compte NSIA ouvert en Côte d'Ivoire au bénéfice du colonel Tévoédjrè. De plus, les accusés ont été condamnés à verser solidairement 60 milliards de francs CFA en dommages et intérêts à l'État béninois.

L'audience, qui a repris après une longue suspension, a été le théâtre de plusieurs décisions variées. La Cour a acquitté Sanissou Ganiou, Gbaguidi Corneille et Adjigbékoun Hugues Crépin, ce dernier ayant bénéficié du doute. En revanche, Olivier Boko, Oswald Homeky et Rock Nieri ont été reconnus coupables de corruption d'agent public. De plus, Oswald Homeky a été condamné pour usage de faux certificats.

Les peines prononcées sont sévères : Olivier Boko, Oswald Homeky et Rock Nieri écoperont chacun de 20 ans de détention, accompagnés d'une amende de 4,5 milliards de francs CFA. En outre, la Cour a ordonné la confiscation d'une somme de 1,5 milliard de francs CFA ainsi que d'un véhicule de type 4×4 au profit de l'État béninois. Ce verdict met un terme à une audience marquée par des délibérations intenses et des tensions palpables.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/benin-olivier-boko-et-oswald-homeky-condamnes-a-20-ans-de-prison/>



**CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MÉDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PEDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**



AES

Politique

Le Mali, le Niger et le Burkina Faso discutent des modalités de leur retrait de la CEDEAO à Ouagadougou

Le dimanche 26 janvier dernier, les ministres des Affaires étrangères du Burkina Faso, du Mali et du Niger se sont réunis à Ouagadougou pour discuter des modalités de leur retrait de la CEDEAO. Ces trois nations, regroupées au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), ont choisi d'adopter une approche commune dans leurs négociations afin de garantir un départ organisé et dans les meilleures conditions. Lors de cette rencontre, les chefs de la diplomatie ont exprimé leur ferme volonté d'accélérer le processus, tout en préservant les intérêts de leurs populations.

Après plusieurs heures de discussions, les trois pays ont confirmé leur décision de faire front commun et de mener les échanges avec la CEDEAO sous l'égide de l'AES. L'objectif est de garantir une séparation respectueuse et équilibrée, évitant tout impact négatif sur les citoyens et les économies concernées. Abdoulaye Diop, ministre malien des Affaires étrangères, a insisté sur l'importance de cette démarche, soulignant que la reconnaissance de l'AES comme un bloc unipermettrait d'engager des discussions plus efficaces avec la CEDEAO.

Il a également rappelé que cette initiative s'inscrit dans un esprit de coexistence pacifique et de responsabilité, tout en veillant à protéger les intérêts des populations. Selon lui, le dialogue avec la CEDEAO devra prendre en compte les réalités politiques, économiques et sécuritaires de la région, afin d'assurer une transition harmonieuse.

Les trois pays ont réaffirmé leur engagement en faveur d'un dialogue constructif, mettant en avant leur attachement aux valeurs panafricanaines et à la solidarité entre les peuples du continent. Abdoulaye Diop a précisé que les chefs d'État de l'AES souhaitent non seulement préserver l'unité et la fraternité entre leurs nations, mais aussi entre tous les peuples africains, y compris la diaspora.



**CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MÉDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PEDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**

DOSSIER SPECIAL

Politique



RDC : Une crise aux multiples visages

Depuis plusieurs décennies, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) est le théâtre de conflits armés récurrents, alimentés par des rivalités politiques, des intérêts économiques et des tensions géopolitiques. Aujourd'hui encore, cette région est secouée par une nouvelle flambée de violences, marquée par l'avancée du groupe rebelle M23, les accusations d'ingérence étrangère et une crise humanitaire d'une ampleur alarmante.

Alors que Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu, est au cœur des combats, les populations civiles en subissent les conséquences dramatiques : déplacements massifs, pénuries alimentaires, violences sexuelles et insécurité persistante. La communauté internationale, bien que consciente de l'urgence, peine à proposer une réponse efficace face à cette instabilité chronique.

Ce dossier spécial propose d'analyser les racines profondes de cette crise, de décrypter les enjeux militaires et diplomatiques, et d'explorer les perspectives de sortie de crise. En donnant la parole aux acteurs clés – analystes, humanitaires, responsables politiques et citoyens congolais – nous tenterons de mettre en lumière les dynamiques complexes qui façonnent l'avenir de cette région stratégique au cœur du continent africain.

Contexte historique

La première guerre du Congo (1996-1997)

La Première Guerre du Congo éclate dans un contexte marqué par la présence massive de réfugiés rwandais après le génocide de 1994. Les ex-FAR (Forces armées rwandaises) et les milices Interahamwe, responsables du génocide, s'étaient repliés en RDC (anciennement Zaïre) où ils continuèrent leurs attaques contre le nouveau régime rwandais. En réponse, le Rwanda, appuyé par l'Ouganda, soutient l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), dirigée par Laurent-Désiré Kabila. Cette coalition renverse Mobutu Sese Seko en 1997, mais les tensions persistent rapidement entre les nouveaux alliés.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Ce conflit, souvent qualifié de «guerre mondiale africaine», cause la mort de plus de cinq millions de personnes, la majorité étant victimes de famine et de maladies liées au conflit. La signature de l'Accord de Pretoria en 2002 et l'instauration d'un gouvernement de transition en 2003 marquent officiellement la fin du conflit, mais les violences persistent.

L'après-guerre et la persistance de l'insécurité

Malgré les efforts de pacification, l'est de la RDC reste un territoire instable. Plusieurs groupes armés continuent d'opérer dans la région, dont les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), composées en partie d'anciens génocidaires rwandais, ainsi que divers groupes Maï-Maï et d'auto-défense locaux. Ces factions contrôlent des mines de coltan, d'or et d'autres minerais stratégiques, alimentant ainsi un commerce illicite lucratif. La Mission des Nations unies en RDC (MONUC, puis MONUSCO) déployée en 1999, peine à stabiliser la région malgré sa présence prolongée.

Dynamique actuelle et derniers événements

L'offensive du M23 et le rôle du Rwanda

Le Mouvement du 23 mars (M23), formé en 2012, reprend les armes en 2021 après plusieurs années de dormance. Composé principalement de Tutsis congolais, le M23 accuse Kinshasa de ne pas respecter les accords de paix signés en 2013. Le gouvernement congolais, de son côté, accuse le Rwanda de soutenir activement le M23, ce que Kigali dément catégoriquement. Le groupe rebelle parvient à s'emparer de vastes portions du territoire du Nord-Kivu, y compris des zones stratégiques près de Goma, entraînant des milliers de déplacés et une crise humanitaire accrue.

La riposte congolaise et l'engagement de la communauté internationale

En réponse à l'avancée du M23, le gouvernement congolais renforce sa coopération militaire avec des partenaires régionaux, notamment l'Angola et la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe). La MONUSCO, présente depuis plus de deux décennies, est largement critiquée pour son inefficacité à contenir les groupes armés. De leur côté, les États-Unis et l'Union européenne appellent à des négociations, tandis que l'Union africaine cherche à instaurer un dialogue entre Kigali et Kinshasa.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

L'explosion de violences à Goma et les réactions diplomatiques

Les récentes tensions à Goma ont exacerbé la crise. Des manifestations anti-occidentales et des attaques contre les ambassades de France, des États-Unis et de la Belgique montrent la frustration croissante des Congolais face à ce qu'ils perçoivent comme un abandon de la part de la communauté internationale. En parallèle, Félix Tshisekedi, président de la RDC, appelle à une mobilisation nationale et à une réponse militaire renforcée.

Perspectives et défis

La situation dans l'est de la RDC reste volatile et plusieurs scénarios peuvent se dessiner :

Escalade régionale : Une détérioration des relations entre la RDC et le Rwanda pourrait conduire à un conflit ouvert, impliquant d'autres acteurs régionaux comme l'Ouganda et le Burundi.

Processus de paix : Des initiatives diplomatiques menées par l'Union africaine et d'autres organisations internationales pourraient offrir une issue pacifique au conflit, bien que les précédentes tentatives aient souvent échoué.

Réforme du secteur sécuritaire : L'armée congolaise, affaiblie par la corruption et un manque de formation, doit être renforcée pour mieux répondre aux menaces sécuritaires internes et externes.

La guerre dans l'est de la RDC demeure l'un des conflits les plus complexes d'Afrique, mêlant enjeux ethniques, économiques et géopolitiques. Alors que les tensions s'intensifient, la nécessité d'une réponse coordonnée entre les acteurs africains et internationaux devient plus pressante que jamais. La stabilité de la RDC et de toute la région des Grands Lacs dépendra de la capacité des dirigeants à mettre en œuvre des solutions durables, alliant diplomatie, gouvernance efficace et renforcement des institutions nationales.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Après la prise de Goma, le M23 menace de marcher sur Kinshasa

Les rebelles du M23, qui ont récemment conquis Goma, ont déclaré jeudi leur intention de poursuivre leur avancée jusqu'à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC). En réponse, le gouvernement congolais appelle à la résistance face à cette menace grandissante. Goma, située entre le lac Kivu et la frontière rwandaise, est tombée sous le contrôle du M23 et des forces rwandaises après une offensive de plusieurs semaines. Ce groupe rebelle a déjà pris possession de vastes territoires dans la province du Nord-Kivu. Lors d'une conférence de presse à Goma, Corneille Nangaa, chef de la plateforme politico-militaire à laquelle appartient le M23, a affirmé :

« Nous sommes à Goma pour y rester. Nous allons continuer la marche de libération jusqu'à Kinshasa. »

Le président congolais Félix Tshisekedi, quant à lui, refuse de se déclarer vaincu face à l'avancée du M23 et de ses alliés, qui continuent de gagner du terrain sur l'armée congolaise. Il a promis une « riposte vigoureuse » et a mis en garde contre le risque d'une escalade régionale incontrôlée. Reconnaissant l'aggravation sans précédent de la situation sécuritaire dans l'est du pays, Tshisekedi a assuré que des mesures étaient en cours pour contrer ces « terroristes et leurs parrains », tout en louant les efforts des forces armées congolaises malgré leurs récents revers.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Situation à Goma : Paul Kagame accuse Cyril Ramaphosa de "mentir", le sommet extraordinaire de Harare confirme les tensions

La tension diplomatique entre la République du Rwanda et l'Afrique du Sud s'intensifie, le président rwandais Paul Kagame accusant son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, ainsi que d'autres officiels sud-africains, de « déformer la réalité », de « mener des attaques délibérées » et même de « mentir ». Ces déclarations ont été faites à la suite d'un sommet virtuel de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) organisé par le président kényan William Ruto, auquel le président congolais Félix Tshisekedi n'a pas participé.

Kagame a exprimé son mécontentement face aux commentaires de Ramaphosa concernant la crise dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), où le groupe armé M23, soutenu par des forces rwandaises, a pris le contrôle de plusieurs quartiers de Goma. Malgré des échanges téléphoniques entre les deux dirigeants, les relations entre le Rwanda et l'Afrique du Sud demeurent tendues.

Dans un tweet, Cyril Ramaphosa a évoqué la mort de 13 soldats sud-africains de la force régionale d'Afrique australe (SAMIDRC) en RDC, attribuant leur décès à l'escalade des violences entre le M23 et les forces rwandaises. Cette terminologie a provoqué la colère de Kagame, qui a rétorqué que les forces rwandaises ne devraient pas être qualifiées de « milice », mais d'« armée ». Il a également précisé que ce n'était pas le M23 qui avait causé la mort des soldats sud-africains, mais bien les Forces armées congolaises (FARDC).

Kagame a également critiqué la présence de la SAMIDRC en RDC, la qualifiant de « menace » pour le Rwanda. Selon lui, cette force, déployée fin 2023 pour soutenir l'armée congolaise, ne peut pas être considérée comme une force de maintien de la paix. Il a souligné que la SAMIDRC avait été autorisée à mener des opérations offensives contre le peuple congolais, en collaboration avec des groupes armés jugés génocidaires.

Mian Agency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Le président rwandais a démenti les allégations selon lesquelles l'Afrique du Sud l'aurait averti que de nouveaux affrontements seraient interprétés comme une « déclaration de guerre ». Cependant, il a mis en garde que si l'Afrique du Sud choisissait la confrontation, le Rwanda pourrait réagir à tout moment.



Sommet extraordinaire de Harare : des décisions sans consensus

Face à cette situation préoccupante, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a tenu, comme prévu, un sommet extraordinaire à Harare, au Zimbabwe, pour discuter de la crise dans l'est de la RDC. Ce sommet, qui s'est déroulé vendredi dernier, a mis en évidence l'absence de consensus entre les pays membres quant à l'avenir de la mission de la SAMIDRC et aux mesures à prendre contre le Rwanda.

Le sommet a cependant abouti à une résolution commune condamnant l'ingérence étrangère en RDC et appelant au respect de l'intégrité territoriale du pays. Il a également été décidé que la SADC enverrait une mission d'évaluation à Goma et dans les zones environnantes pour examiner la situation sécuritaire sur le terrain.

Malgré ces engagements, aucune décision concrète n'a été prise concernant d'éventuelles sanctions contre Kigali, ni sur l'extension ou la modification du mandat de la SAMIDRC. Cette absence de consensus laisse planer de nombreuses incertitudes quant aux prochaines étapes pour résoudre la crise en RDC.

En attendant, la situation sur le terrain demeure volatile, avec une pression militaire et diplomatique croissante autour de Goma, tandis que les populations locales continuent de subir les conséquences de cette escalade.



**CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS**

LE CENTRE MÉDICAL PAUL LANGERHANS (CMPL)

SPÉCIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MÉDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PÉDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**



À Kinshasa, les ambassades de France, Belgique, Rwanda et des États-Unis attaquées par des manifestants

Le mardi 28 janvier, plusieurs ambassades ont été la cible d'attaques à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC). Des manifestants, exprimant leur colère face au conflit dans l'est du pays, ont vandalisé ces représentations diplomatiques. Les ambassades du Rwanda, de la Belgique et des États-Unis ont été prises pour cible, tandis que des images montraient de la fumée s'échappant du bâtiment de l'ambassade de France.

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a fermement condamné ces actes, les qualifiant d'« inadmissibles ». Sur le réseau social X, il a déclaré : « L'ambassade de France à Kinshasa a été attaquée ce matin par des manifestants, entraînant un incendie qui a depuis été maîtrisé. Ces attaques sont inacceptables. Nous mettons tout en œuvre pour garantir la sécurité de nos agents et de nos ressortissants. »

Dans le même temps, les autorités congolaises ont accusé le Rwanda d'avoir « déclaré la guerre » à la RDC, exacerbant ainsi les tensions régionales. Par ailleurs, la France, la Belgique et les États-Unis sont critiqués pour leur inaction face à la crise actuelle, suscitant des interrogations sur leur rôle dans la gestion de cette situation complexe.

Cette escalade de violence met en évidence l'urgence d'une réponse internationale face à la détérioration de la situation en RDC, où les tensions politiques et militaires continuent de croître.



**CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPÉCIALITÉS

DIABÈTE,
TROUBLES MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MÉDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PEDIATRIE,
LABORATOIRE.

CONTACTS

07 10 78 14 06
27 22 34 55 60

CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

RIVIERA PALMERAIE,
ROSIERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2

BRÈVES

AVANCÉE VERS LE SUD-KIVU

Après la prise de Goma, le M23 et les forces rwandaises ont poursuivi leur progression vers le sud, en direction de la cité minière de Nyabibwe, située à une centaine de kilomètres de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu. Cette avancée rapide a suscité des inquiétudes quant à une possible attaque sur Bukavu.

RÉACTIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

Face à l'escalade du conflit, l'armée ougandaise a annoncé le renforcement de ses défenses à la frontière avec la RDC pour dissuader d'autres groupes armés de profiter de la situation. Parallèlement, des manifestations ont éclaté à Kinshasa, la capitale congolaise, où plusieurs ambassades, dont celles du Rwanda et de la France, ont été attaquées par des protestataires dénonçant l'implication étrangère dans le conflit.

CRISE HUMANITAIRE ET VIOLENCES SEXUELLES

La situation humanitaire s'est détériorée, avec des centaines de milliers de personnes déplacées et des infrastructures médicales débordées. Médecins Sans Frontières a signalé un afflux massif de blessés de guerre à Goma et une augmentation des cas de choléra en raison du manque d'eau potable. De plus, les violences sexuelles contre les femmes déplacées se sont intensifiées, mettant en évidence des lacunes dans la protection et l'assistance aux victimes.

ENQUÊTES SUR LES CRIMES DE GUERRE

En réponse aux allégations de crimes commis dans le Nord-Kivu, la Cour pénale internationale a réactivé ses enquêtes sur les exactions perpétrées depuis janvier 2022, visant à traduire en justice les responsables des violences dans la région.

ÉCONOMIE



MARCHÉ UMOA

Economie

Le Burkina Faso lève 32,99 milliards FCFA

Le 29 janvier 2025, le Burkina Faso a réussi à mobiliser 32,99 milliards FCFA sur le marché financier de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) grâce à une émission de Bons et d'Obligations Assimilables du Trésor (BAT/OAT). Initialement, l'objectif de cette opération était fixé à 30 milliards FCFA, mais l'intérêt des investisseurs a largement dépassé les attentes, avec des soumissions totalisant 49,65 milliards FCFA, soit un taux de couverture impressionnant de 165,52 %. Finalement, le pays a retenu 32,99 milliards FCFA, correspondant à un taux d'absorption de 66,46 %.

Dans le détail, les BAT, d'une maturité de 364 jours, ont constitué la majeure partie des fonds levés, atteignant 18,59 milliards FCFA. Les OAT, quant à elles, ont été réparties comme suit :

- **5,31 milliards FCFA** pour une échéance de **3 ans**,
- **8 milliards FCFA** pour **5 ans**,
- **1,1 milliard FCFA** pour **7 ans**.

Cette opération a bénéficié d'un large soutien régional, avec des investisseurs issus de sept des huit pays membres de l'UMOA. Le Burkina Faso a lui-même contribué à hauteur de 15,1 milliards FCFA, suivi de la Côte d'Ivoire avec 7,12 milliards FCFA, et du Bénin avec 6,25 milliards FCFA. Le Mali, membre de l'Alliance des États du Sahel (AES), a investi 2 milliards FCFA, tandis que le Sénégal a apporté 1,25 milliard FCFA. Le Togo et la Guinée-Bissau ont également participé, respectivement avec 1,01 milliard FCFA et 0,22 milliard FCFA. Cette diversité des souscripteurs témoigne de la confiance des investisseurs dans la capacité du Burkina Faso à honorer ses engagements financiers, malgré un contexte économique et politique complexe marqué par son retrait de la CEDEAO.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/marche-umoa-le-burkina-faso-leve-3299-milliards-fcfa/>



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing est une maison d'édition engagée dans la création et la diffusion de contenus de qualité qui inspirent, informent et transforment.



GRAND FORMAT

*Mohamed
Hamza*

CO-FONDATEUR
AFRIQUE PHYTO PLUS

INNOVER POUR UNE AGRICULTURE
DURABLE ET PERFORMANTE EN
AFRIQUE DE L'OUEST

Co-fondateur de A2P (Afrique Phyto Plus), M. Mohamed Hamza est un acteur important du secteur agricole en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

À travers A2P, il a contribué à transformer l'accès des agriculteurs à des solutions adaptées, en proposant des pesticides, engrains, et matériels agricoles répondant à des exigences croissantes de qualité, de rendement et de durabilité.

Dans cette interview, nous explorons le parcours académique et professionnel de M. Hamza, ses motivations à co-fonder une entreprise centrée sur une agriculture raisonnée, et les défis qu'il rencontre dans un secteur en pleine mutation.

Il partage également sa vision de l'avenir de l'agriculture en Afrique de l'Ouest, notamment sur la manière d'allier innovation, performance et respect de l'environnement.

Cet échange nous plonge au cœur des problématiques agricoles modernes, tout en révélant la passion et le leadership d'un entrepreneur engagé dans une transformation durable du paysage agricole africain.

Pouvez-vous nous parler de votre parcours académique ?

J'ai suivi une formation en marketing et gestion d'entreprise, avec un Bachelor en Marketing obtenu à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 2001. Par la suite, j'ai complété ma formation en finance à HEC Paris en 2013 afin de renforcer mes compétences en gestion stratégique et financière.

Bien que mon parcours académique ne soit pas directement lié à l'agriculture, mon expérience en développement d'entreprise, mon origine ivoirienne, ainsi que le rôle central de l'agriculture dans l'économie de mon pays m'ont naturellement orienté vers ce secteur.

Quelles ont été les grandes étapes de votre carrière avant la création d'A2P ?

Avant de co-fonder A2P, j'ai eu un parcours riche en gestion d'entreprises et en développement de structures commerciales.

Chez CORTIX S.A. (2002 - 2012), j'ai occupé plusieurs postes stratégiques. En tant que Directeur Commercial Groupe (2005 - 2009), j'ai élaboré et piloté la stratégie commerciale tout en contribuant à l'expansion de l'entreprise en Europe. Ensuite, en tant que Directeur Général Adjoint (2009 - 2012), j'ai mené le lancement de nouveaux modèles économiques et supervisé la restructuration post-crise de 2009. Par ailleurs, dès 2004, j'ai mis en place et structuré une filiale offshore en Tunisie, contribuant ainsi à l'internationalisation du groupe.

En 2013, j'ai rejoint Local.fr (Groupe PubliGroupe) en tant que Consultant Web, où j'ai participé à la transformation digitale d'une entreprise spécialisée dans les annuaires papier, l'accompagnant vers un modèle entièrement numérique.

Ces expériences m'ont permis de développer des compétences clés en gestion stratégique, développement commercial et innovation – des atouts essentiels pour structurer et gérer une entreprise agricole comme A2P.

Qu'est-ce qui vous a motivé à co-fonder A2P, et quels défis avez-vous rencontrés au démarrage ?

Mon engagement envers le développement de projets innovants, mon attachement à mon pays et ma volonté de contribuer à son essor économique ont été des moteurs essentiels dans ma décision d'investir dans l'agriculture. Ce secteur représente un pilier stratégique pour l'Afrique de l'Ouest, tant en termes de souveraineté alimentaire que de développement durable. Toutefois, il reste confronté à de nombreux défis, notamment une forte dépendance aux importations d'intrants, des rendements souvent faibles, et un manque d'accompagnement structuré pour les producteurs.

Avec mes associés, nous avons constaté un besoin urgent d'offrir une alternative crédible et solide dans un marché largement dominé par des multinationales et des acteurs opportunistes, souvent peu structurés financièrement et organisationnellement. Dès le départ, nous avons voulu positionner A2P comme un partenaire de confiance pour les agriculteurs, en leur proposant des solutions adaptées à leurs réalités et à leurs défis quotidiens.

Les premières années n'ont pas été sans embûches. Il a fallu structurer une offre cohérente et pertinente qui répondait aux besoins des exploitants locaux, tout en mettant en place des dispositifs de formation et de sensibilisation aux nouvelles pratiques agricoles. Nous avons également dû optimiser la chaîne d'approvisionnement afin de garantir un accès régulier et fiable à des intrants de qualité. L'accès au financement a été un autre défi majeur, car les institutions bancaires sont souvent réticentes à accompagner des projets agricoles en raison de leur perception du risque élevé dans ce secteur.

Grâce à notre approche pragmatique, ancrée dans la réalité locale et structurée selon des standards internationaux, nous avons progressivement réussi à imposer A2P comme un acteur incontournable de l'agriculture raisonnée en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, nous intégrons des outils digitaux avancés, tels qu'un ERP et une application web, et avons obtenu des certifications comme l'ISO pour garantir la qualité de nos services et renforcer la confiance de nos partenaires.

En tant que co-fondateur, quelles sont vos responsabilités principales au sein d'A2P ?

En tant que co-fondateur, mon rôle est avant tout stratégique. Je supervise la définition et la mise en œuvre de la vision et des orientations de l'entreprise afin d'assurer son développement et sa pérennité. L'un des aspects les plus essentiels de mon travail est le développement de partenariats stratégiques avec des institutions publiques, des organisations agricoles et des entreprises privées, car l'agriculture repose sur un écosystème complexe où les synergies sont indispensables pour innover et progresser.

Je suis également impliqué dans la co-supervision des équipes terrain, en veillant à ce que nos opérations respectent nos engagements en matière de qualité et d'impact. Le suivi des performances et l'analyse des résultats sont des éléments clés pour ajuster en permanence nos méthodes et améliorer nos services.

L'innovation étant au cœur de notre ADN, j'assure également une veille constante sur les nouvelles pratiques agricoles et les évolutions réglementaires, afin de garantir que nos produits et services soient conformes aux normes environnementales et aux attentes du marché. Enfin, le pilotage de la politique d'achat est une de mes responsabilités majeures, car il est essentiel d'assurer un approvisionnement optimal en intrants de qualité, tout en maintenant une compétitivité économique pour nos clients.



Romarick Olomon est cofondateur d'Afrique Phyto Plus (A2P). Avant de se lancer dans le projet A2P en 2013, il a acquis une expérience significative chez Callivoire, une filiale du géant indien de l'agrochimie UPL. Avec Mohamed, ils ont réussi l'extension des activités de A2P au-delà de la Côte d'Ivoire, s'implantant au Mali, au Burkina Faso et prévoyant de s'établir au Cameroun pour accéder au marché de l'Afrique centrale. En décembre 2022, l'entreprise a bénéficié d'un investissement de 5,5 millions d'euros de la part d'AgDevCo, destiné à soutenir son expansion en Afrique de l'Ouest et son entrée sur de nouveaux marchés dans les régions du Sahel et de l'Afrique centrale. Romarick Olomon joue un rôle clé dans le développement de solutions agricoles durables en Afrique de l'Ouest.

Comment A2P répond-elle aux besoins variés des agriculteurs en Côte d'Ivoire et dans la sous-région ?

A2P adopte une approche personnalisée et pragmatique afin de répondre aux besoins spécifiques des agriculteurs, qu'ils soient petits producteurs ou exploitants de grandes superficies. Notre objectif est de leur fournir des solutions adaptées à leurs réalités locales, en leur proposant des intrants de qualité, des formations et un accompagnement technique rigoureux.

Nous avons mis en place un réseau d'assistance technique de proximité, composé d'experts en agronomie qui travaillent main dans la main avec les agriculteurs pour les aider à optimiser leurs rendements. Nos solutions sont pensées pour améliorer la productivité tout en respectant l'environnement, grâce à l'introduction de produits innovants et durables. En facilitant l'accès à des technologies modernes et en encourageant des pratiques agricoles responsables, nous contribuons à la transformation positive du secteur.

Quels sont les projets phares développés récemment par A2P ?

A2P a initié plusieurs projets structurants qui visent à moderniser l'agriculture en Côte d'Ivoire et dans la sous-région. Parmi eux, nous avons mis en place Agrohub, un programme de formation destiné aux agriculteurs. Ce programme leur permet de mieux comprendre l'usage raisonnable des intrants, d'adopter des techniques culturales durables et d'optimiser la gestion de leurs exploitations.

Nous avons également développé de nouvelles formulations d'enfrais biologiques, qui offrent une alternative plus respectueuse de l'environnement tout en garantissant de bons rendements. Ces solutions permettent de limiter la dépendance aux engrais chimiques et d'améliorer la fertilité des sols sur le long terme.

Enfin, nous avons intégré des solutions digitales innovantes pour le suivi des exploitations agricoles, notamment via l'application Wylov, qui permet aux agriculteurs de montrer l'évolution de leurs cultures et de recevoir des conseils personnalisés en temps réel. Ces avancées nous permettent de renforcer l'efficacité des producteurs et de les accompagner vers une agriculture plus moderne et plus performante.

A2P se positionne sur une agriculture raisonnée. Pouvez-vous expliquer ce concept ?

L'agriculture raisonnée repose sur un équilibre entre performance économique et respect de l'environnement. Il ne s'agit pas seulement de maximiser les rendements, mais de le faire de manière intelligente, en minimisant les impacts négatifs sur les sols, l'eau et la biodiversité. Chez A2P, nous prônons l'usage modéré et ciblé des intrants agricoles, en nous assurant que les apports en engrais et en produits phytosanitaires soient parfaitement adaptés aux besoins des cultures, sans excès ni gaspillage. Nous encourageons des techniques culturales durables, comme la rotation des cultures et la gestion raisonnée de l'irrigation, afin d'améliorer la fertilité des sols et de prévenir l'érosion.

Une innovation phare que nous avons introduite est la pulvérisation par drone via notre filiale Investiv. Cette technologie permet une application plus précise des intrants, réduisant ainsi la quantité de produits utilisés et évitant le contact direct avec les agriculteurs, ce qui améliore leur sécurité sanitaire.

Comment A2P intègre-t-elle les enjeux de durabilité ?

Notre engagement en faveur de la durabilité se traduit par plusieurs initiatives concrètes. Nous développons des formules écoresponsables, qui limitent l'impact environnemental des intrants agricoles. Nous sensibilisons également les agriculteurs à la gestion durable des sols, en les formant sur les bonnes pratiques qui favorisent la conservation de la biodiversité et l'amélioration des rendements à long terme.

Nous encourageons aussi la diversification agricole, qui permet aux exploitants de mieux résister aux aléas climatiques et économiques. Enfin, nous avons mis en place un programme de recyclage des emballages, visant à limiter la pollution générée par les intrants et à favoriser une gestion responsable des déchets.

Quels sont les principaux défis des agriculteurs en Afrique de l'Ouest et comment A2P les aide ?

Les agriculteurs en Afrique de l'Ouest font face à plusieurs défis structurels qui freinent leur productivité et leur rentabilité. L'un des principaux obstacles est l'accès limité aux intrants de qualité. Beaucoup de producteurs se retrouvent contraints d'utiliser des semences ou des fertilisants inadaptés, ce qui affecte directement leurs rendements. Pour pallier ce problème, A2P a mis en place Boutique du Planteur et Agrohub, des plateformes permettant aux agriculteurs d'accéder plus facilement à des intrants performants et adaptés à leurs cultures.

Un autre défi majeur est le manque de formation et d'accompagnement technique. Nombre d'exploitants agricoles travaillent encore selon des méthodes traditionnelles qui ne leur permettent pas d'optimiser leur production. Pour y remédier, nous avons mis en place des sessions de formation et des programmes d'accompagnement afin de leur transmettre les bonnes pratiques en matière de gestion des sols, d'irrigation, et d'utilisation raisonnée des intrants.

Enfin, les effets du changement climatique constituent une menace croissante pour la productivité agricole. L'irrégularité des saisons des pluies et l'augmentation des températures rendent de plus en plus difficile la prévisibilité des récoltes.

Chez A2P, nous aidons les agriculteurs à s'adapter à ces nouvelles réalités en encourageant le développement des cultures sous irrigation et en proposant des solutions résilientes qui garantissent des récoltes plus stables tout au long de l'année.

En combinant innovation, accompagnement technique et engagement en faveur d'une agriculture durable, nous permettons aux producteurs de surmonter ces défis et de mieux valoriser leur travail.

Quelle est votre vision pour l'avenir de l'agriculture en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest ?

L'agriculture africaine est à un tournant décisif. Pour assurer son avenir, elle devra être moderne, durable et inclusive. Cela passe par l'adoption de nouvelles technologies, la formation des producteurs et une meilleure structuration des filières. Les opportunités sont nombreuses, notamment dans le développement de cultures vivrières durables, l'agriculture biologique destinée à l'exportation, et la transformation agroalimentaire, qui permettrait de capter plus de valeur ajoutée sur le continent.

Chez A2P, nous sommes convaincus que l'Afrique a le potentiel de devenir un leader agricole mondial, à condition de miser sur l'innovation et la collaboration entre tous les acteurs du secteur.

Quels sont les secteurs agricoles les plus prometteurs dans les années à venir ?

L'agriculture en Afrique de l'Ouest est en pleine mutation et plusieurs filières présentent un potentiel de croissance considérable. Parmi elles, les cultures vivrières durables comme le riz, le maïs et le manioc, qui sont au cœur de la consommation locale. Avec la croissance démographique rapide du continent, ces cultures stratégiques devront être intensifiées de manière responsable pour garantir la sécurité alimentaire des populations.

Un autre secteur en plein essor est l'agriculture biologique destinée à l'exportation. La demande mondiale pour des produits agricoles sains et écoresponsables ne cesse d'augmenter, offrant ainsi des opportunités aux producteurs africains de se positionner sur des marchés à forte valeur ajoutée. Les produits comme le cacao bio, les fruits exotiques et les épices naturelles (gingembre, curcuma, poivre) sont particulièrement prisés sur le marché international.

Enfin, la transformation agroalimentaire représente un levier clé pour l'avenir du secteur. Actuellement, une grande partie des matières premières agricoles africaines est exportée sans aucune valeur ajoutée, ce qui limite les bénéfices pour les producteurs locaux. En développant des industries de transformation – qu'il s'agisse de conserveries, de moulins ou d'unités de production agro-industrielles – nous pouvons créer des emplois, stabiliser les prix et renforcer la compétitivité de l'agriculture africaine sur les marchés mondiaux.

A2P s'inscrit pleinement dans cette dynamique en accompagnant les producteurs vers ces secteurs porteurs, en facilitant l'accès aux technologies adaptées et en favorisant des modèles de production qui allient rentabilité et respect de l'environnement.



SOCIÉTÉ



MALI, NIGER ET BURKINA FASO

Société

Les pays de l'AES ne font plus partie de la Cédéao – quelles conséquences ?

C'est désormais officiel : le Mali, le Niger et le Burkina Faso ne sont plus membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Ces trois pays, regroupés au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), avaient annoncé leur retrait le 28 janvier 2024, avec effet immédiat. Conformément aux statuts de la Cédéao, un délai d'un an était prévu pour finaliser le processus. Ce retrait est effectif depuis le 29 janvier 2025. Cependant, plusieurs questions cruciales restent à régler, notamment en matière de circulation des personnes et des biens, de coopération économique et du sort des programmes financés par la Cédéao dans ces pays.

Désormais, la Cédéao et les pays de l'AES doivent négocier les modalités pratiques du retrait, en particulier les règles encadrant la libre circulation et le statut des entreprises et des investissements intra-régionaux. Bien que le Mali, le Niger et le Burkina Faso restent membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui garantit la libre circulation monétaire, les échanges commerciaux et migratoires entre l'AES et la Cédéao doivent être redéfinis. Dès à présent, l'assurance automobile Cédéao, connue sous le nom de « carte brune », n'est plus valable pour les ressortissants de ces trois pays.

L'AES a introduit son propre passeport, désormais en circulation. Les citoyens des trois États pourront continuer à utiliser leur passeport Cédéao à l'intérieur de l'AES jusqu'à son expiration, mais celui-ci ne sera plus reconnu dans les douze autres pays de la Cédéao.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/mali-niger-et-burkina-faso-les-pays-de-laes-se-retirent-officiellement-de-la-cedeo-les-consequences-que-cela-implique/>



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing est une maison d'édition engagée dans la création et la diffusion de contenus de qualité qui inspirent, informent et transforment.

**CAN 2025 AU MAROC***Société****Ces chocs qui promettent d'enflammer le premier tour***

Les 24 équipes qualifiées pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025 connaissent désormais leur sort, après le tirage au sort des groupes, qui s'est tenu le lundi 27 janvier à Rabat. Cette 35e édition de la CAN se déroulera au Maroc du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026.

Un tirage au sort électrisant

Les sélections ont été réparties en six groupes de quatre équipes, établis selon le classement FIFA. À l'issue de la phase de groupes, les deux meilleures équipes de chaque poule, ainsi que les quatre meilleures troisièmes, accéderont aux huitièmes de finale.

Le Maroc, pays hôte, ouvrira la compétition face aux Comores le 21 décembre à Rabat. Les Lions de l'Atlas, grands favoris du tournoi, devront également affronter le Mali et la Zambie dans leur groupe. Le sélectionneur Walid Regraguia reconnaît la pression qui pèse sur son équipe :

« Ce serait mentir de dire qu'on n'aura pas la pression. Le peuple marocain attend ce trophée depuis 1976. Nous avons la chance d'organiser cette CAN chez nous, avec le meilleur public du monde. »

Des affiches alléchantes

Parmi les chocs du premier tour, la confrontation entre la Côte d'Ivoire, tenante du titre, et le Cameroun, quintuple champion d'Afrique, s'annonce particulièrement électrique dans le groupe F.

D'autres rencontres promettent aussi du spectacle, notamment Sénégal – RD Congo, Nigeria – Tunisie et Égypte – Afrique du Sud.

[Lire plus :](#)

<https://hamanie.news/can-2025-au-maroc-ces-chocs-qui-promettent-d'enflammer-le-premier-tour/>



ÉDITION DE LIVRES ET PÉRIODIQUES

Mian Publishing est une maison d'édition engagée dans la création et la diffusion de contenus de qualité qui inspirent, informent et transforment.



Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

  (+33) 7 55 89 00 81

  (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com